

MITTERRAND ET WASHINGTON. COMMENT LÉGITIMER L'ALLIANCE AVEC LES COMMUNISTES (1972-1981) ?

Frédéric Heurtebize

26/06/2012

Il y a quarante ans, socialistes et communistes signaient le Programme commun de gouvernement ; l'Union de la gauche était scellée, sous l'œil inquiet des dirigeants américains. Mais François Mitterrand tente de leur faire accepter l'idée d'une participation des communistes dans un gouvernement français.

Pendant plus d'une décennie, en pleine Guerre Froide, François Mitterrand a cherché à convaincre les diplomates et dirigeants américains de la pertinence de la participation de communistes au gouvernement.

Quand François Mitterrand devient chef du Parti socialiste (PS) en 1971 lors du congrès d'Epinay, les Américains ont plutôt une bonne image de lui. Beaucoup voient dans la social-démocratie un rempart contre le communisme ; François Mitterrand lui-même se montre plus favorable aux Etats-Unis, à l'OTAN et à l'intégration européenne que ne l'était le général de Gaulle. Le 27 juin 1972, l'Union de la gauche naît de la signature du Programme commun de gouvernement avec les communistes et radicaux de gauche. La perspective d'une participation des communistes au gouvernement d'un pays d'Europe occidentale, même avec un rapport de force en faveur des socialistes, inquiète profondément les Américains. Toutefois, à l'ambassade américaine, François Mitterrand conserve une bonne image : l'antigaullisme des Américains persiste sous Pompidou et certains diplomates ont une sensibilité plutôt à gauche. De plus, François Mitterrand montre un grand talent de persuasion. Herman Cohen, un des responsables de la section politique de l'ambassade, souligne : « Nous étions d'accord avec Mitterrand que la seule manière de diminuer le pouvoir électoral des communistes était d'arriver au pouvoir avec eux ». Cependant, à Washington, on n'adhère pas à cette vision. Henry Kissinger, chef de la diplomatie américaine, craint une propagation dans d'autres pays d'Europe et une déstabilisation de la situation politique. L'ambassade étant plus sensible à la stratégie de François Mitterrand, on s'appuie sur elle pour organiser une rencontre entre François Mitterrand et Henry Kissinger ou le président Ford. Après une première rencontre prévue mais qui n'a finalement pas lieu pour cause de préséances, Henri

Delisle, proche de François Mitterrand, se propose comme médiateur. Aux Etats-Unis, il ne peut pourtant pas convaincre l'exécutif américain : malgré les recommandations de l'ambassade à Paris, Washington refuse une rencontre. Pour Henry Kissinger, la victoire de la gauche serait une « catastrophe ».

A l'arrivée de Jimmy Carter au pouvoir, les socialistes amplifient leurs efforts et le dialogue avec l'exécutif américain commence à évoluer : Michel Rocard et Jean-Pierre Cot, qui représentent une gauche plus proche des Américains, moins jacobine et plus modérée, rencontrent Jimmy Carter avant l'investiture présidentielle. Bientôt, un voyage du premier secrétaire socialiste à Washington s'annonce, mais celui-ci est également annulé. Si les Américains prétextent un agenda chargé, l'Elysée critique en réalité fortement cette visite. Néanmoins, Jimmy Carter accepte de rencontrer François Mitterrand lors de sa venue en France en janvier 1978 et se montre compréhensif quant à l'alliance avec les communistes. Mais la gauche perd les élections législatives de 1978, et c'est donc sous le président Reagan, très hostile envers l'alliance PS-PC, que la gauche arrive au pouvoir en 1981. Un entretien entre François Mitterrand et le vice-président Bush rassure le président américain. Ronald Reagan est le seul surpris de voir en François Mitterrand un adversaire des communistes ; le long et nécessaire travail de dédramatisation auprès de l'exécutif américain aura ainsi porté ses fruits.